
Les Balkans, poudrière ou thermomètre de l'Europe?

Georges Prévélakis

La crise yougoslave a révélé la fragilité de notre nouveau monde européen. L'explosion des conflits ethniques dans l'espace encore soviétique avait gâché quelque peu l'euphorie de la chute du mur de Berlin. Ces crises paraissaient pourtant bien éloignées d'une Europe des Douze, forteresse de la prospérité, poursuivant la création d'un énorme espace de circulation. Par contre, l'explosion de violence en Yougoslavie, si proche de l'Europe occidentale "aseptisée" de ses vieux démons nationalistes, fut un choc. Elle a été perçue comme une menace et comme un rappel: menace de contagion, rappel d'un "subconscient collectif" d'où peuvent surgir à nouveau ces démons.

Déclarer la fin du projet politique yougoslave avec la reconnaissance de l'indépendance des nouveaux Etats-nations, était contradictoire à l'idée de remplacer le "concert des nations" du vieux continent par une "Europe des régions". Et pourtant, les défenseurs de l'intégration européenne à la Maastricht n'ont pas hésité à défaire le "précédent" yougoslave. Ils ont dévoilé ainsi des ambitions nationales et des aspirations à constituer des zones d'influence, qui se cachaient derrière la nouvelle idéologie européenne. L'Europe des Douze, n'a pas pu reconstruire un nouvel espace politique stable à la place de la Yougoslavie. L'échec de l'Europe à imposer son *imperium* sur les Balkans montre que la capacité d'action commune des Européens d'aujourd'hui est bien moindre que celle des vainqueurs de la première guerre mondiale.

Face à ces contradictions, à ces échecs, mais aussi en raison de la difficulté d'accepter l'amère réalité de l'après-guerre froide, l'opinion publique européenne s'est réfugiée dans une explication rassurante et

déculpabilisante. La crise yougoslave ne serait qu'un cas exceptionnel, dû à la nature des peuples concernés, et plus particulièrement des Serbes. On a repris ainsi le vieux stéréotype de l'*homo balkanicus*: les peuples balkaniques se répartissent en deux catégories, les bourreaux et les victimes, et l'Europe a le beau rôle de défendre les persécutés.

A ce stéréotype occidental qui rejette toutes les responsabilités sur l'*homo balkanicus*, les Balkaniques répondent par un autre stéréotype. Ils ont du mal à comprendre les contradictions, les divisions, les faiblesses de l'Europe. Ils pensent que leurs problèmes ne peuvent provenir que de ces géants qui sont leurs "voisins de palier". Ainsi, les théories de complot se multiplient. Pour les Serbes, toute la crise yougoslave n'est qu'une machination allemande. Pour les Grecs, il faut y voir le doigt du Vatican. Les dénonciations de l'ingérence trouvent leur corollaire dans les appels au secours adressés à l'Europe. Par ces deux attitudes apparemment opposées, on exprime la même préconception: l'Europe est toute puissante, responsable ou coupable.

Ainsi, dans la relation entre l'Europe et les Balkans, deux stéréotypes s'opposent. Schémas réducteurs de la réalité, instruments de déculpabilisation aussi bien pour les uns que pour les autres, ils ne sont pas complètement faux, mais par leur partialité, ils cachent plus qu'ils n'éclairent la réalité.

Le problème des Balkans n'est pourtant pas nouveau. La crise yougoslave n'est qu'un épisode de la fameuse *Question d'Orient* que le jeune Toynbee avait nommé, pour provoquer, *Question d'Occident*. Confronter ces deux formules, *Question d'Orient et Question d'Occident*, nous offre déjà une partie de l'explication de la crise yougoslave: il s'agit du rapport entre les deux mondes européens, l'Est et l'Ouest, si semblables et si différents.

Cette dialectique n'est pas simple. L'espace politique des Balkans a une longue tradition de morcellement — à l'instar de l'espace physique de la péninsule. Grand carrefour de circulation des peuples, il se caractérise par un mélange extraordinaire de cultures. Facteurs de richesse, ces éléments sont aussi les causes de la fragilité géopolitique balkanique. L'Empire ottoman avait unifié les Balkans à l'intérieur de son territoire. Le déclin et ensuite la disparition de la *pax ottomanica* ont ouvert la boîte de Pandore des conflits ethniques, des nationalismes virulents, des atrocités et des guerres civiles.

Pour les conflits balkaniques, la diversité culturelle et la fragmentation politique constituent des conditions nécessaires mais pas suffisantes. On doit leur ajouter le rôle de la situation géostratégique des Balkans et, surtout, l'importance de ce vide de pouvoir qui caractérise souvent la situation balkanique.

Ces deux facteurs, vide de pouvoir et situation stratégique, attirent l'ingérence extérieure et provoquent la compétition des "puissances". Les acteurs externes trouvent sans difficulté des "partenaires" locaux,

quand ce ne sont pas les "partenaires" qui s'adressent aux "puissances" pour demander leur "protection". Les Européens se trouvent piégés autant que les autochtones. Parfois ce sont les Balkaniques qui paraissent prendre l'initiative et essaient par la suite d'attirer leurs "protecteurs" européens dans leurs conflits, parfois ce sont au contraire les "puissances" qui mettent le feu en manipulant minorités ethniques, nationalismes ou communismes locaux. Il est difficile de discerner le vrai du faux dans ce paysage où la diplomatie se croise avec l'action des services secrets, où le discours politique officiel a souvent moins de poids par rapport aux messages qui circulent à travers les réseaux, où la désinformation se mélange avec l'information.

Si les stéréotypes des uns servent à dénoncer les autres, la responsabilité est en fait partagée. Les Balkaniques ont peur d'être dominés et les Européens d'être pris dans l'engrenage balkanique; et pourtant les drames se répètent depuis un siècle avec une effroyable régularité. Les acteurs de cette tragédie — dans le sens originel du terme — sont les instruments d'une logique qui leur échappe. Ils disposent de marges de manoeuvre réduites.

Les raisons de la guerre

Plutôt que de répartir les responsabilités, essayons donc de comprendre quels sont les facteurs qui déclenchent les crises. Si la guerre dans les Balkans découle de deux catégories de conditions, qui doivent se satisfaire en même temps, il suffit que l'une ne soit pas remplie pour l'éviter. Comme il est impossible — et peu souhaitable — de changer la structure ethnique et la culture politique des Balkans, il faudrait plutôt nous pencher sur la deuxième catégorie, les facteurs externes. Or, l'on constate facilement que chaque fois que les Balkans ont cessé d'être une arène de confrontation des puissances, la paix est revenue. Il est vrai que cette situation a été plutôt rare depuis le déclin de l'Empire ottoman. Nous pouvons pourtant évoquer au moins deux exemples: d'abord la période des années vingt et du milieu des années trente, quand la Société des Nations a pu imposer sa loi, et la période qui vient de se terminer de la *pax americana* et *sovietica*.

Aujourd'hui les Balkans deviennent à nouveau une arène. La crise yougoslave peut facilement dégénérer en une crise balkanique qui, une fois déclenchée, va persister jusqu'à l'établissement d'un nouvel ordre géopolitique européen stable.

Malheureusement, cet ordre ne paraît pas être pour demain. L'arrogance allemande après l'unification a fortement contribué à la crise yougoslave et à l'émergence de forces centrifuges au sein de la Communauté européenne. Elle a diminué ainsi les chances d'un

imperium européen collectif, qui aurait pu sauvegarder la paix dans les Balkans. Ensuite, un certain hégémonisme qui s'exprimait par cette arrogance s'est heurté à des difficultés — militaires en Yougoslavie, politiques en France, économiques en Allemagne — qui, pour l'instant, l'obligent à faire marche arrière. Ainsi, la stabilisation de l'Europe par l'établissement d'une sorte de condominium franco-allemand semble être une perspective qui s'éloigne. Le facteur islamique — facteur de déstabilisation — s'affirme dans l'hésitante politique balkanique des Etats-Unis. Le rôle de la Russie, acteur traditionnel dans les Balkans, constitue aussi un grand point d'interrogation. L'Angleterre enfin suit une politique de "low profile" dans les affaires balkaniques, mais cela ne veut pas dire qu'elle a renoncé à son rôle traditionnel.

Ce paysage géopolitique confus et chaotique favorise la multiplication des conflits. Or, les foyers potentiels de violence ne manquent pas. Au moment de la rédaction de ces lignes, les perspectives paraissent sombres. Si la Bosnie semble s'approcher d'une cessation des hostilités, la question albanaise se profile à l'horizon comme la principale menace. Elle peut conduire à une guerre balkanique généralisée avant la fin de 1994. Il n'est pas inutile d'évoquer un tel scénario catastrophe, avec bien entendu toutes les réserves que la fluidité du cadre d'analyse impose.

Si la crise du Kosovo éclate, les Albanais de Macédoine vont probablement réclamer de Skopje leur indépendance, pour participer avec les Kosovars à la "Grande Albanie", projet que nombre d'acteurs internationaux encouragent. La partie macédonienne slave serait ainsi isolée et deviendrait encore moins viable qu'aujourd'hui. La Bulgarie, malgré la prudence de son discours, n'a jamais abandonné sa position traditionnelle selon laquelle les Macédoniens slaves sont bulgares et serait tentée d'en tirer les conclusions territoriales. La vallée du Vardar, axe de circulation d'importance vitale pour la Grèce et la Serbie, risquerait de tomber ainsi entre les mains des adversaires traditionnels de ces deux pays. Pour éviter cette éventualité, l'hypothèse d'une action militaire déclenchée par l'un ou l'autre des deux Etats concernés ne peut être exclue. Quand on connaît la détermination serbe à ne pas abandonner le Kosovo aux Albanais, l'ambition de la Turquie de défendre les intérêts musulmans et son hostilité envers la Serbie, les contentieux entre la Grèce et la Turquie (et notamment la question de la Thrace), le rapprochement entre la Turquie et la Bulgarie et le rôle politique de la minorité turque en Bulgarie, le vieux rêve tant de fois démenti d'une sortie bulgare sur la mer Egée, les revendications grecques en Epire du nord/Albanie du sud, etc, on peut facilement imaginer, à partir d'une crise albanaise et macédonienne, l'engrenage infernal conduisant à une troisième guerre balkanique. Une telle guerre opposerait deux camps, l'un composé de la Serbie et de la Grèce et l'autre de l'Albanie, de la Bulgarie et de la Turquie. Les effets

déstabilisateurs pour l'Europe et pour l'Orient d'une telle guerre dépassent de loin en importance les conséquences de la crise yougoslave.

La crise yougoslave aujourd'hui, peut-être une crise balkanique demain, ne sont pas des simples accidents de parcours dans la voie de la construction du nouveau monde de l'après-guerre froide. La diversité culturelle et la fragilité politique des Balkans les rendent sensibles, plus que d'autres régions, aux transformations du contexte géopolitique. Si les crises balkaniques ont souvent anticipé les crises européennes, ce n'est pas parce qu'elles en sont la cause, comme le veut le "syndrome de Sarajévo". Les Balkans ne constituent pas la "poudrière" de l'Europe. Une autre métaphore convient mieux: les Balkans fonctionnent comme un thermomètre pour l'Europe. La crise balkanique doit donc conduire l'Europe occidentale à regarder de plus près ses propres problèmes: d'identité, de place dans le monde, de solidarité et de cohérence. Elle pourra ainsi contribuer beaucoup plus à la paix dans les Balkans, qu'en distribuant de bons et de mauvais points à des responsables balkaniques tout aussi déboussolés que les Occidentaux.

Si pour la paix dans les Balkans, il est important de comprendre les raisons de la crise yougoslave, il l'est encore davantage pour l'avenir de l'Europe. La crise de la Yougoslavie doit servir comme un révélateur des problèmes européens, elle doit nous faire prendre conscience des réalités du monde de l'après-guerre froide. Par contre, les stéréotypes, comme celui de l'*homo balkanicus* ou d'une Europe machiavélique sont dangereux parce qu'ils nous rassurent et nous endorment.

Ces deux stéréotypes poussent d'ailleurs à la résignation. Si les Balkaniques sont condamnés par leur nature à s'entre-tuer, si l'Europe complotte contre tel ou tel pays, il n'y a aucune possibilité de dialogue. En comprenant par contre la complexité d'une réalité où la force se croise avec la faiblesse et la bonne volonté avec la poursuite cynique d'intérêts économiques ou de puissance, il est possible, en revanche, d'envisager une action commune de ceux qui, parmi les Occidentaux et parmi les Balkaniques, ont les mêmes aspirations de paix, de tolérance et de justice. Ce serait une contribution importante à une unité européenne fondée sur des valeurs et des idéaux, plutôt que sur des intérêts économiques.

Georges Prévelakis est Maître de conférences de géopolitique à l'Université de Paris-Sorbonne.